

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 08/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société EVOLIA

Parc des Fontaines
169 avenue Georges Clemenceau
92000 NANTERRE

Références :
Code AIOT : 0006601697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement Société EVOLIA implanté Impasse des Jasons B.P. 18066 30000 NIMES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société EVOLIA
- Impasse des Jasons B.P. 18066 30000 NIMES
- Code AIOT : 0006601697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'incinérateur est situé au sud-ouest du centre-ville de Nîmes, dans une zone d'activité.

La société EVOLIA exploite un incinérateur d'une puissance thermique de 35,8 MW et est autorisée à traiter 114 500 tonnes de déchets par an (26 employés). Sur la base d'un fonctionnement annuel de 7 860 heures, sa capacité moyenne horaire de traitement est de 14 t/h. L'incinérateur traite, en priorité, les déchets ménagers pré-triés des communes adhérentes au SITOM Sud Gard et représentant une population d'environ 206 000 habitants. En 2021, l'incinérateur a traité 112500 tonnes de déchets ménagers.

Le site est également autorisé à traiter des déchets d'activités de soins à risque infectieux (11 000 tonnes par an) et des Déchets d'Activité Economique non dangereux. L'incinération de boues de stations d'épuration n'est toujours pas envisagée dans l'immédiat.

L'unité d'incinération produit, depuis juin 2005, de l'électricité par la récupération de l'énergie thermique libérée par la combustion des déchets. De plus, depuis la fin de l'année 2014, une partie de l'énergie thermique est également valorisée avec un raccordement au réseau de chauffage urbain, de la ville de Nîmes. L'incinération de déchet peut ainsi être qualifiée de valorisation énergétique suivant l'article 34-1 de l'arrêté ministériel modifié du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'exploitant est autorisé, par arrêté préfectoral n° 02.004N du 27 février 2002, à exploiter ces installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur son site industriel de Nîmes. A ce jour, les installations sont principalement réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 octobre 2011 (prescriptions techniques) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.121N du 03 octobre 2014 (garanties financières).

La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 11 octobre 2021 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification de l'origine géographique des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (D.A.S.R.I.).

La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 4 mars 2022 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification du tonnage autorisé sur l'UVE Evolia de Nîmes. L'arrêté préfectoral n°2022-032 DREAL du 11 juillet 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 a acté ces demandes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement par rapport aux écarts de la VI du 13/10/2021
- Capacité de traitement
- Valorisation énergétique
- Dispositif de contrôle par vidéo

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « lettre de suite » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est constaté lors de la visite des installation qu'une grande partie de la poussière accumulée à l'intérieur du bâtiment a été nettoyée et que le matériel présent aux abords de l'usine a été évacué.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Registres de suivi des déchets.	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	
8	Registres de suivi des déchets.	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	
10	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	/	Lettre de suite préfectorale	
11	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récolement par rapport aux écarts de la VI du 13/10/2021	Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 6.3.1	/	Sans objet
2	Récolement par rapport aux écarts de la VI du 13/10/2021	Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 8.2	/	Sans objet
3	Capacité de traitement	AP Complémentaire du 11/07/2022, article 2	/	Sans objet
4	Capacité de traitement	AP Complémentaire du 16/12/2021, article 2	/	Sans objet
5	Capacité de traitement	AP Complémentaire du 11/07/2022, article 3	/	Sans objet
6	Valorisation énergétique	Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 2.1.2 et 2.1.3	/	Sans objet
9	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	/	Sans objet
12	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, il a été constaté que les observations de la précédente inspection ont été prises en compte. La valorisation énergétique a été contrôlée. Il est à noter que les registres de déchets entrants et sortants doivent être complétés à l'occasion du changement des modalités de pesage et du changement du pont bascule afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Enfin, le dispositif de contrôle vidéo sera amélioré en janvier avec l'installation d'un nouveau système répondant mieux aux prescriptions du décret du 30 mars 2021. Ces deux points feront l'objet d'une attention particulière lors de la prochaine inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement par rapport aux écarts de la VI du 13/10/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de rejets pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat du 13/10/2021 : Le contrôle annuel des eaux pluviales a révélé en 2020 un léger dépassement sur les MES. Observation : Il faudra surveiller si ce dépassement sur les MES se reproduit sur les prochaines analyses
Constats : Il n'y a pas encore de résultat d'analyse à cause de la sécheresse. Des prélèvements sont prévus la semaine suivant l'inspection suite aux dernières pluies.
Observations : Le rapport d'analyse sera transmis à l'inspection dès réception par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Récolement par rapport aux écarts de la VI du 13/10/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 8.2
Thème(s) : Autre, Élimination des déchets industriels.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résidus d'épuration des fumées, les mâchefers et les autres déchets industriels spéciaux, notamment les emballages souillés par des produits toxiques ou polluants, sont éliminés dans des installations autorisées à les recevoir. L'exploitant en rend compte en tenant à disposition de l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi. Les mâchefers sont refroidis. Ils sont stockés séparément des résidus d'épuration des fumées et déposés à l'abri des intempéries et des envols, sur une aire étanche disposant d'un circuit de collecte des eaux relié au circuit général des eaux usées industrielles de l'établissement. Les quantités stockées sont limitées à 300 tonnes. Ils sont ensuite valorisés ou dirigés vers une plate-forme de traitement extérieure au site en vue de leur valorisation ou vers un centre de stockage autorisé à les recevoir. [...] Les huiles usagées et les huiles de vidange sont récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles doivent être cédées à un ramasseur ou à un éliminateur agréé dans les conditions prévues par le code de l'environnement.
Constats du 13/10/2021 : Il est confirmé que les mâchefers ne sont pas valorisables en l'état, mais il est possible de le faire si maturation est mise en œuvre. Actuellement, il y a déjà 3500 t sur 20 000 t produites qui sont expédiées vers l'installation de maturation et d'élaboration de Vedène et sont ensuite valorisées. Cependant cette IME est saturée. Le reste est expédié vers l'ISDND d'Espira pour servir de matériaux de recouvrement.
Observation : Le projet de plate-forme de valorisation est toujours envisagé par le SITOM sud Gard. La fin de la DSP en 2024 pourrait être l'opportunité de créer une IME sur Nîmes.
Constats : Un projet en cours d'étude avec le site d'enfouissement et de traitement des terres polluées de Bellegarde. Une réunion préalable est prévue le 2 décembre pour évaluer les contraintes et les possibilités. Une note explicative sera transmise à l'inspection en début d'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacité de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/07/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Quantité de déchets traités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n° 11.130N du 4 octobre 2011 complétant et modifiant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes est modifié comme suit : « Article 1.4 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées. Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes : [...] Incinération de déchets ménagers et assimilés, de déchets industriels banals et de boues de stations d'épuration non dangereuses à partir d'un ensemble four chaudière ayant les caractéristiques suivantes: • la capacité du four est de 14 tonnes par heure pour des déchets ayant un pouvoir calorifique de référence de 9211 kJ/kg; • la capacité thermique nominal est de 35.8 MW; • la capacité maximale annuelle est de 114 500 tonnes dont 110 000 tonnes de déchets non dangereux</p> <p>Constats : L'exploitant déclare qu'il y a moins de DASRI reçus car les déchets souillés de sang sont maintenant considérés comme des DAOM (Déchets Assimilables aux Ordures Ménagères) dans le cas où ils ne présentent pas de risque infectieux (rappel de l'ARS). De ce fait le prévisionnel pour 2022 est de 3600 tonnes de DASRI à la place de 4246 tonnes en 2021. Cette réduction est aussi accentuée par la sortie de crise du COVID.</p> <p>En conséquence, la projection globale pour 2022 est de 110 000 tonnes. Cette projection correspond à la capacité technique usine au maximum jusqu'à la fin de l'année, ce qui ne laisse pas de place pour des apports d'OM extérieurs.</p> <p>Parmi ces 110 000 tonnes prévues, il y aura environ 10 000 tonnes d'encombrants et 5000 tonnes de refus de tri.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Capacité de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Quantité de déchets traités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour l'année 2021, la capacité maximale annuelle des installations de traitement thermique de déchets non dangereux (rubrique 2771) et la capacité maximale annuelle de transit de déchets non dangereux (rubrique 2716) sont portées à 114 000 tonnes.</p> <p>Constats : En 2021, 112364 tonnes ont été incinérées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Capacité de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/07/2022, article 3
Thème(s) : Autre, Origine géographique des déchets.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets reçus sur le site ont pour origine le Gard et: <ul style="list-style-type: none"> • la région Occitanie pour les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI), • les départements limitrophes à la région à la région Occitanie en priorité et les régions limitrophes à la région Occitanie en second lieu, pour les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) uniquement en cas d'arrêts techniques, de dysfonctionnement ou de pannes sans solutions locales à proximité des installations prévues à cet effet, • en cas de déficit d'approvisionnement en déchets provenant du Gard, justifié par l'exploitant et après information préalable du préfet, la quantité de déchets non dangereux issus des départements limitrophes, pourra être de 11 000 tonnes.
Constats : En 2022, le site a reçu uniquement des DASRI du Gard et départements limitrophes. Pour ce qui est des autres déchets : 90 % du SITOM sud Gard soit 104 000 tonnes, 5 000 tonnes du SITDOM Gard rhodanien, 300 tonnes syndicat SRE pour sa partie du Gard, 3000 tonnes Nicollin 200 tonnes de l'Hérault (1 seul client pour des remboursés)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valorisation énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2011, article 2.1.2 et 2.1.3
Thème(s) : Autre, Valorisation énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.2 Valorisation énergétique La chaleur produite par les installations d'incinération est valorisée lorsque cela est faisable, notamment par la production de chaleur et/ou d'électricité, la production de vapeur à usage industriel ou l'alimentation d'un réseau de chaleur. Le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée est défini comme le rapport de l'énergie valorisée annuellement sur l'énergie sortie chaudière produite annuellement. Est considérée valorisée l'énergie produite par l'installation sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée, y compris par autoconsommation, ou cédée à un tiers.</p> <p>Article 2.1.3 Performance énergétique des installations d'incinération La performance énergétique d'une installation d'incinération est calculée selon les indications de l'annexe 2. L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées : <ul style="list-style-type: none"> • la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,60; • l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité; • l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage. </p> <p>Constats : Il y a une valorisation thermique sur le réseau de chaleur Nîmergie . Contractuellement, EVOLIA doit en Hiver 10,6 MW et en été 2,6 MW. En 2021, 53 400 MWh ont été fournis (contrat 56 000 MWh) en chaleur. La chaleur pour besoin interne représente 37 614 Mwh Il y a une valorisation électrique : 40 260 MWh (avec une casse en 2021)</p> <p>Calcul performance énergétique : $Pe = \frac{1,089 \times ((2,6 \times 50377 + 1,1 \times 78216) - (2,6 \times 638 + 1,1 \times 0 + 12633))}{(2,3 \times 106786)} = 0,78$</p> <p>Pour la partie métrologie, l'installation a fait l'objet d'un rapport initial par FUJI ELECTRIC (n°B33001/72625) : - déclaration de conformité CE du 08/02/2010 - certificat d'étalonnage du 18/04/2012</p> <p>Le suivis périodique métrologique a été réalisé par Bureau Veritas les 28/29 juin 2022. Ce rapport 14567089.1.1.1 rev0 concerne : - le compteur vapeur réchauffeur air - le compteur vapeur rechauffage bache alimentaire par turbine - le compteur vapeur sortie chaudière - le compteur vapeur échangeur DALKIA - le compteur vapeur réchauffage bache alimentaire par barillet MP - le compteur énergie thermique livraison eau chaude</p> <p>Pour la partie électricité, le dernier rapport de vérification métrologique a été réalisé par ENEDIS le 22/01/2019, il n'y en a pas eu depuis.</p> <p>Pour le compteur gaz du brûleur du four, la vérification APAVE n° AP 21. 9021a été faite le 01/03/2021. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter la vérification de 2022.</p>

Pour le compteur gaz du brûleur denox, la vérification APAVE n° AP 21. 902O a été faite le 01/03/202. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter la vérification de 2022.
Observations : Une vérification métrologique du compteur électrique a été réalisée après l'inspection. Une vérification métrologique des compteurs Gaz a été réalisée après l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Registres de suivi des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Pour l'instant, la pesée est réalisée par le SITOM. Il y a une remontée informatique chaque semaine sur le base AGAP de VEOLIA. Pour l'instant le registre local est actualisé en direct mais impossible de transmettre directement sur le registre de la base nationale. Il a été décidé de supprimer cette pesée pour la remplacer par une pesée propre à VELIA. Le changement de ponts bascules est prévu pour le mois de mars de manière à assurer une indépendance avec PAPREC. Pendant la phase de travaux, une saisie manuelle sera faite mensuellement jusqu'à fin mars.</p> <p>Pour ce qui est de la conformité du registre d'entrée, il manque les éléments suivants :</p> <p>Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation étant soumise au dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - le numéro SIRET du ou des transporteurs;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 8 : Registres de suivi des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Pour l'instant, la pesée est réalisée par le SITOM. Il y a une remontée informatique chaque semaine sur le base AGAP de VEOLIA. Il a été décidé de supprimer cette pesée pour la remplacer par une pesée propre à VEOLIA. Le changement de ponts bascules est prévu pour le mois de mars de manière à assurer une indépendance avec PAPREC. Pendant la phase de travaux, une saisie manuelle sera faite mensuellement jusqu'à fin mars.</p> <p>Pour ce qui est de la conformité du registre de sortie, il manque les éléments suivants :</p> <p>Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

Concernant la gestion et le transport du déchet :
- le numéro SIRET du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet,
Concernant la destination du déchet :
- le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : L'inspection a constaté la présence de caméras : Une caméra filme la fosse et une caméra filme le véhicule pour voir la plaque d'immatriculation. Le rendu n'est pas jugé satisfaisant par l'exploitant. Il est prévu que la camera fosse soit remplacée afin d'améliorer la vision sur le déchargement. L'exploitant n'est pas satisfait et une démarche d'amélioration est en cours avec livraison du matériel prévu en janvier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p>Constats : Le compte-rendu de CSE avec un vote est transmis à l'inspection.</p> <p>Les panneaux sont prévus et en commande mais pas posés pour l'instant. La réception est prévue avec les nouvelles caméras en janvier.</p> <p>Un courrier d'information sera transmis à tous les apporteurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 11 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année. Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats : Il y a un journal manuel mis en place en attendant la livraison du système par le prestataire. La durée d'archivage prévue dans le cahier des charges est d'un an. Les images présentent la date, l'heure d'enregistrement et l'emplacement de la caméra. Un floutage des visages est prévu mais pour l'instant il y a des problèmes techniques sur le système actuel qui doivent être corrigés avec le nouveau système.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 12 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...] Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.</p>
<p>Constats : Seul le personnel encadrant est habilité : Jean-Marie Tezza (directeur adjoint) Thomas Jeckler (responsable exploitation) Charlie Vincent (responsable maintenance) Thibault Dejardin (directeur usine)</p> <p>L'accès au système est fait par connexion avec mot de passe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet